



## Déclaration liminaire FS4 du CCFP du 21 juin 2018.

2<sup>ème</sup> réunion de la formation spécialisée n°4 du Conseil commun de la Fonction Publique depuis le début de l'année. 2 points à l'ordre du jour, une présentation du rapport FIPHFP de 2016, alors que celui de 2017 va être présenté ces prochains jours. Dommage de travailler avec autant de décalage. .

Quant au 2<sup>ème</sup> point, projet de guide méthodologique sur « la qualité de vie au travail » (ANACT /DGAFP) nous n'avons pu le travailler en amont, il ne nous pas été communiqué. Ce qui veut dire que le débat qui fera suite à cette présentation sera de fait moins riche et pertinent qu'il pourrait être. Cela devient une fâcheuse habitude de découvrir les documents en séance. A moins que vous considériez que notre réflexion est sans intérêt, inutile, et que cette instance ne sert qu'à nous faire plaisir ? Cela contredit pour le moins votre ambition affichée de dialogue social.

D'ailleurs, Madame la présidente, nous aurions une question, la CCHSCT que vous présidez également de la FPH n'est-elle digne que de mépris ?

En effet, une première réunion s'est déroulée le 23 janvier, puis une prévue le 14 juin dans les différents agendas sociaux successifs. Une des seules dates à ne pas avoir changé.

Et rien, pas de convocation, donc bien sûr pas d'annulation.

C'est vrai que tout va bien dans la FPH, des conditions de travail qui ne défraient jamais la chronique, ne parlons surtout pas encore des suicides. Encore un la semaine dernière d'une jeune chirurgienne de 34 ans à son bureau. Vous allez bien sûr me répondre que l'enquête est en cours, et qu'il ne faut présager de rien, mais une restructuration était en cours.

Dans le document d'étude de la Dares sur le travail et bien être psychologique numéro 217 pointe que des professions entre autre celles « d'infirmière et aide-soignante sont surreprésentées dans ces situations préoccupantes qui appellent sans doute un effort particulier pour les politiques de prévention. »

Pour nous CGT, la seule prévention est la prévention primaire bien sûr, comme toutes les études d'experts le préconisent.

C'est vrai un observatoire va être mis en place. Ce n'est plus le temps de l'observation mais vraiment de l'action. Ne pas se dire qu'effacer les risques psychosociaux par de la QVT va transformer les lieux de soins, d'accueil en monde merveilleux. Quand les établissements mettent en place de la formation du stress, des massages pour soi-disant faire diminuer la pénibilité du travail dans les ehpad, nous ne pouvons qu'en conclure qu'ils n'ont rien compris à la démarche QVT.

La CGT s'interroge : mais où faut-il le dire, le crier pour être entendu. Les personnels en sont rendu à faire la grève de la fin pour revendiquer des conditions de travail permettant des soins dignes pour les patients.

Vous trouvez cela normal ?

Tous ces personnels doivent comprendre que ce n'est pas contre eux qu'ils doivent retourner cette violence. Les usagers doivent comprendre que ce n'est pas contre les personnels qu'ils doivent retourner leur colère quand le système dysfonctionne.

Nous avons besoin aussi d'éclaircissement sur l'articulation des différentes instances : CCFP, CSFP des 3 versants.

En effet, lorsqu'un texte est relatif à au moins deux des trois versants, il doit passer au Conseil Commun de la Fonction Publique. Le texte sur la PPR période de préparation au reclassement concerne bien les 3 versants. Il semblerait que vous ayez décidé de le passer dans les 3 conseils sup, puisqu'il est passé le 3 avril pour le versant Etat, mais quid des 2 autres versants ? Que devons-nous tirer comme conclusion : le versant état est-il plus jupitérien que les autres ? Ou que les personnels des 2 autres versants avec majorité de catégories C et de femmes ne sont pas des fonctionnaires à part entière ?